

Quel format d'armée pour la France ?

Par **Étienne de Durand**

Étienne de Durand, spécialiste des questions stratégiques et militaires, est responsable du Centre des études de sécurité à l'Ifr et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris.

Avec les expériences multiples de l'après-guerre froide, les appareils militaires des puissances voient réapparaître la guerre limitée, et découvrent l'asymétrie entre les protagonistes de ces guerres limitées. Pour le format futur de nos armées, il faut donc privilégier une logique d'emploi et une logique d'action, par opposition à de simples exigences de démonstration diplomatique. Des logiques qui doivent se traduire par un modèle composite couvrant tout le spectre des engagements possibles à l'avenir.

politique étrangère

La stratégie consiste à relier les moyens aux fins. Celles-ci dépendent entre autres d'une lecture de l'état du monde, ceux-là se déduisent des ambitions affichées et des ressources disponibles. À l'heure où se prépare un nouveau *Livre blanc* censé orienter la politique de défense française pour les années à venir, il est temps de réintroduire de la stratégie dans la routine des lois de programmation.

Sauf à se fonder sur une démarche indexée sur les seuls progrès de la technologie, il semble indispensable de rapporter les formats d'armées envisageables à notre contexte géostratégique et aux menaces actuelles et potentielles qu'il porte, en essayant de distinguer les erreurs avérées, les incertitudes récurrentes et les trop rares points de repère. Le paradigme stratégique actuel – fait d'interventions occidentales limitées et d'ennemis asymétriques – comme les incertitudes à plus long terme – concernant par exemple les équilibres de puissance ou la prolifération – paraissent exiger la préservation et le développement d'un modèle d'armée composite, pouvant prendre en charge, aujourd'hui comme demain, tout le spectre des missions. L'ambition politique et la sécurité nationale ont un prix : reste à l'énoncer clairement et à l'assumer politiquement.

Le cadre : guerre limitée et asymétrie

Sans prétendre se livrer à un exercice de véritable prospective, il convient de se garder de toute myopie stratégique. La France a engagé, dans la

foulée de la première guerre du Golfe, une mise à niveau de ses capacités classiques axée sur la projection de forces, le renseignement (satellites) et les moyens de commandement. L'intervention en ex-Yougoslavie a encore renforcé l'accent sur la projection, mais en substituant les nécessités du maintien de la paix à l'impératif de mise à niveau technologique. Puis l'opération « Force alliée » au-dessus du Kosovo et de la Serbie a de nouveau orienté la programmation militaire vers la supériorité technologique, en particulier par le biais des frappes aériennes de précision et par tout temps – avant que les difficultés rencontrées en Irak et en Afghanistan ne dirigent une nouvelle fois les préoccupations vers les moyens terrestres, ressuscitant même la contre-insurrection. S'ils sont pour partie inévitables, ces revirements n'en sont pas moins dommageables par la confusion intellectuelle et les allers et retours qu'ils introduisent dans la programmation militaire en l'asservissant aux exigences de l'actualité, alors qu'elle opère, par définition, sur le moyen terme. La myopie stratégique se traduit ainsi par un télescopage entre les moyens et les besoins, alors qu'il est indispensable de réfléchir au préalable sur les interactions entre les types de guerres et les modes opératoires émergents.

La réapparition de la guerre limitée

Depuis la fin de la guerre froide, le spectre des menaces et des missions s'est considérablement élargi : opérations de paix, offensives aéroterrestres de grand style, campagnes aériennes et actions commando sont ainsi conduites pour faire face aux désordres locaux et aux problèmes globaux comme le terrorisme et la prolifération – autrement dit pour contrer des risques multiformes d'agressions directes ou indirectes. Les zones et les modalités d'intervention sont également multiples : projections répétées de l'Europe à l'Asie centrale, en passant par l'Afrique, le Moyen-Orient ou les Caraïbes, généralement dans des coalitions *ad hoc*, mais également sous commandement de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), parfois en solitaire ou dans le rôle de nation cadre. Par un étonnant revers de l'histoire, la situation actuelle a clos en 1989 la période des guerres totales qui prévalait depuis 1871 : il n'est plus possible de se caler sur une menace unique, située et existentielle, donc dimensionnante. Le planificateur stratégique en est réduit, un peu après Socrate, à savoir qu'il ne sait pas.

Éclairante mais ressassée à l'envi depuis plus de quinze ans, la comparaison entre incertitudes actuelles et évidences de la guerre froide suffit moins que jamais à décrire notre présent, qui pourtant comporte quelques points de repères. Et en premier lieu, le retour de la guerre. Entrevue dès le début des années 1990, la résurgence des problématiques de sécurité nationale et de défense s'est confirmée dans la foulée du

11 septembre : la parenthèse post-héroïque est probablement refermée dans la réalité, à défaut de l'être toujours dans les perceptions¹. De même, l'âge de l'affrontement improbable est définitivement clos, les interventions diverses nous contraignant désormais à prendre en compte les impératifs de la pratique et non plus les seuls préceptes de la manœuvre dissuasive, c'est-à-dire virtuelle.

En second lieu, et au niveau cette fois des modes opératoires, la Révolution dans les affaires militaires (*Revolution in Military Affairs*, RMA) ou *Transformation* tant promise a doublement échoué, comme révolution opérationnelle et comme solution stratégique. Financièrement, l'incorporation des avancées technologiques se révèle très onéreuse et contribue ainsi à déclasser, sur un plan opérationnel puis politique, les systèmes militaires qui n'en disposent pas, au point de les exclure pratiquement de la prise de décision au profit des seuls États-Unis. Stratégiquement, et en dépit de l'augmentation très réelle des capacités de destruction discriminantes, les effets de sidération produits par le « complexe de reconnaissance-frappe » occidental s'estompent vite : comme le montrent le Liban et l'Irak, l'ennemi apprend, s'ajuste et met au point les contre-mesures adaptées – dispersion, enfouissement, attentats-suicides ou IED (*Improvised explosive device*, « engin explosif improvisé »)². La RMA semble à la fois trop spécialisée et en porte-à-faux par rapport au contexte conflictuel contemporain. Parce qu'elle repose sur les frappes à distance, l'accélération des tempos et la neutralisation du capital industriel et militaire ennemi, son domaine de validité demeure limité aux niveaux tactique et opératif de l'action militaire classique, ce qui interdit que l'on parle à son propos de révolution. Elle donne en effet aux armées occidentales la capacité de faire encore mieux et encore plus vite ce pour quoi elles étaient déjà sans rivales, tout en restant largement sans réponse face à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui les postures asymétriques, et accessoire dans les campagnes de stabilisation actuelles qui exigent un succès politique, c'est-à-dire construit au sol et dans la durée auprès des populations.

Les effets de « sidération » de la supériorité technique s'estompent vite

1. E. N. Luttwak, « Toward Post-Heroic Warfare », *Foreign Affairs*, vol. 74, n° 3, mai 1995.

2. R. Tira, *The Limitations of Standoff Firepower-Based Operations: on Standoff Warfare, Maneuver and Decision*, Memorandum n° 89, INSS, Tel Aviv, Tel Aviv University Press, mars 2007, disponible sur : <www.tau.ac.il/jcss/memoranda/memo89.en.pdf>

L'asymétrie en retour

Enfin, l'émergence des opérations de stabilisation complexes comme figure conflictuelle dominante³ soulève ainsi un certain nombre d'interrogations fondamentales, qui tiennent non plus à la conduite des opérations mais bien à la nature de la guerre que l'on prétend mener, qu'il est essentiel de bien appréhender dès le départ, comme l'a répété à l'envi Clausewitz⁴. De ce point de vue, les armées occidentales ont un handicap lourd à surmonter : le tropisme hérité des deux derniers siècles qui consiste à *identifier faussement la virulence politique d'un conflit avec son intensité* « techno-industrielle ». Contre-insurrection, stabilisation et opérations de paix sont indistinctement rangées dans des catégories hétéroclites : « petite guerre » ou plus récemment « conflit de basse intensité », voire « opérations autres que la guerre », elles-mêmes opposées aux opérations conventionnelles et à la « grande guerre », tenue pour l'activité militaire par excellence. Élaborée aux États-Unis pendant les années 1980, la notion de « conflit de basse intensité » faisait sens à l'intérieur du *continuum* logique des scénarios d'emploi de la force pendant la guerre froide. Là où la « guerre de haute ou de moyenne intensité » renvoyait à un affrontement direct, potentiellement nucléaire, entre les deux blocs, les conflits de basse intensité se jouaient à la périphérie, dans ce qui était encore le tiers-monde, et les superpuissances y participaient le plus souvent sur un mode indirect, par allié local interposé. Ce triptyque basse moyenne et haute intensité servait aussi à circonscrire et à hiérarchiser les missions des forces armées occidentales, le haut du spectre étant naturellement prioritaire. Plus largement, l'échelle d'intensité à laquelle ces trois notions faisaient référence renvoie implicitement à l'expérience historique occidentale des XIX^e et XX^e siècles, qui a vu la tradition européenne de l'affrontement direct se combiner à la mobilisation politique, industrielle et humaine des nations (armées de masse, nationalisme, industrialisation et mécanisation de la guerre). En d'autres termes, l'intensité d'un conflit était directement mesurable par le degré de participation de la société, et toute guerre mettant en jeu des intérêts stratégiques ou vitaux se traduisait par la mobilisation totale des moyens industriels et humains. *A contrario*, les expéditions coloniales et les conflits périphériques ne mobilisaient qu'une fraction des ressources potentielles.

3. É. de Durand, « Des Balkans à l'Afghanistan : les opérations de stabilisation complexes », *Politique étrangère*, n° 2/2005.

4. « Le premier, le plus important, le plus décisif acte de jugement qu'un homme d'État ou un commandant en chef exécute consiste [...] dans l'appréciation correcte du genre de guerre qu'il entreprend, afin de ne pas la prendre pour ce qu'elle n'est pas et de ne pas vouloir en faire ce que la nature et les circonstances lui interdisent d'être. » C. Von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Minuit, 1959, livre 1, chap. 1.

Le tropisme occidental assimilant « guerre totale » et « guerre classique fortement industrialisée » a ainsi conduit à considérer abusivement toute guerre limitée dans ses enjeux politiques ou irrégulière dans ses formes, du point de vue occidental, comme une « petite guerre » dans l'absolu. Ce cadre est désormais, et pour longtemps sans doute, obsolète : les conflits dits de « basse intensité » sont les plus nombreux, les plus complexes et les plus meurtriers, et ont une fâcheuse tendance à se terminer en défaites occidentales, entre autres parce que nous persistons à les considérer comme secondaires. Or, et par-delà les tactiques asymétriques – qui ne sont rien d'autre que la conséquence de la disproportion des forces classiques –, c'est bien l'irréparable déséquilibre des enjeux entre les acteurs locaux – pour qui le conflit est d'ordre vital – et les « intervenants extérieurs », sensibles à l'exploitation médiatique des pertes, juridiquement contraints et politiquement fragiles, qui constitue l'asymétrie véritable conditionnant les modalités d'intervention.

« Guerres totales en mode régressif » pour les uns, expéditions limitées pour les autres, les conflits actuels exhibent ainsi le plus souvent une intensité de la violence inversement proportionnelle à la sophistication des moyens de destruction. En ce sens, et en dépit de ses prétentions à atteindre des résultats « décisifs », la RMA a surtout consisté à draper des opérations occidentales limitées dans les habits rhétoriques de la « grande guerre », tout en réduisant l'asymétrie des enjeux et les coûts politiques de ces interventions par un surcroît de technologie autorisant une application précise et mesurée de la force.

Il faut donc rejeter définitivement la notion de « basse intensité » et décorrélérer *intensité techno-industrielle* et *virulence politico-stratégique*, pour admettre que l'asymétrie se joue fondamentalement au niveau politico-stratégique⁵, et qu'en conséquence l'Occident se trouve en situation d'infériorité structurelle dans les conflits expéditionnaires. Reste alors à examiner certaines des implications de ce double phénomène – retour à la figure de la guerre limitée ici et asymétrie là-bas –, en gardant à l'esprit que le domaine optimal d'application de la transformation militaire est par essence restreint.

Implications stratégiques

L'éloignement géographique de la plupart des théâtres d'opérations comme le caractère souvent indirect des risques qui menacent notre sécurité expliquent que prévalent simultanément un sentiment diffus

5. A. Mack, « Why Big Nations Lose Small Wars: The Politics of Asymmetric Conflict », *World Politics*, vol. 27, n° 2, janvier 1975.

d'insécurité et la conviction, largement partagée par les populations européennes, que nous sommes fondamentalement en paix. Puisque ne sont en jeu que des intérêts limités, seule une fraction de la puissance théorique des pays occidentaux est politiquement utilisable : l'écrasement complet de l'adversaire, population comprise, et la mobilisation totale de nos sociétés sont également hors de question.

Si ce déséquilibre des enjeux permet de comprendre pourquoi la majorité des interventions conduites dans l'après-guerre froide se soldent par des échecs, l'asymétrie fondamentale qui caractérise la période ne doit pas occulter, par ailleurs, le retour patent de la guerre. Pour limitées et discriminantes qu'elles soient, les actions de force conduites par la France au cours des quinze dernières années sont plus fréquentes et plus importantes que les brèves expéditions en Afrique menées pendant trente ans : si nous ne faisons plus planer une menace d'apocalypse nucléaire sur les villes soviétiques, nous larguons des bombes bien réelles sur le golfe Persique et le Kosovo. Le retour de la guerre, même sous sa forme limitée, comme pratique régulière et horizon pensable, impose alors de faire primer une *logique d'emploi* dans la politique de défense. Bien qu'en théorie conscients de cette rupture, les pays occidentaux, et singulièrement le nôtre, sont loin d'en avoir tiré toutes les conséquences au triple plan stratégique, industriel et opérationnel.

L'être et le paraître

Comme l'un des pères du concept français de dissuasion l'a bien vu, la fin de l'ordre bipolaire et la réactualisation de la guerre ont constitué une véritable « crise des fondements » pour la posture stratégique française⁶. De Gaulle d'abord, puis tous les gouvernements français à sa suite ont fait de l'influence diplomatique l'objectif premier de la politique de défense nationale ; il s'agissait de faire en sorte que la France « pèse » sur la scène internationale. De façon presque idiosyncrasique, le fameux consensus national en matière de défense en est venu à considérer les armées comme un dispositif de valorisation des positions diplomatiques du pays, une assurance de son « rang ». Ainsi bien entendu de la dissuasion, qui nous préservait d'un alignement complet sur les positions américaines et redonnait des marges de manœuvre à la puissance moyenne que nous étions ; ainsi également de la Force d'action rapide (FAR) ou des forces nucléaires « pré-stratégiques », censées crédibiliser l'engagement de la France auprès de ses alliés européens, éventuellement en substitution des États-Unis.

6. L. Poirier, *La crise des fondements*, Paris, ISC/Economica, « Bibliothèque stratégique », 1994.

Le tropisme de « l'instrument militaire » – est-ce vraiment un hasard si l'expression n'est pas directement traduisible en anglais ? – s'est d'ailleurs prolongé par-delà la guerre froide, mais sous des formes renouvelées. Comme en témoigne le *Livre blanc*⁷ de 1994, nous avons essayé après « Desert Storm » de retrouver le poids diplomatique perdu avec la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), en substituant la projection à la dissuasion comme fonction principale, et le renseignement stratégique, les capacités classiques professionnalisées et surtout les moyens de commandement aux armes nucléaires, comme « signes extérieurs d'importance » et nouvelle monnaie d'échange de l'influence internationale. On peut lire de la sorte la véritable obsession française pour le développement des compétences nécessaires à l'obtention du statut de « nation cadre » au sein des alliances et des coalitions, et interpréter par exemple l'opération « Artémis » comme résultant au moins autant de la volonté de Paris de démontrer les capacités nouvelles de la France et de l'Union européenne (UE) à opérer de façon autonome que d'un réel désir de stabiliser durablement l'Ituri...

L'angoisse du « rang » se retrouve également dans ce qui tient lieu de débat stratégique en France, les pro-européens voulant par défaut que la France préserve ses capacités stratégiques comme une alternative au leadership américain, tenue en réserve jusqu'à l'émergence d'une véritable Europe de la défense, les atlantistes entendant à l'inverse renforcer les capacités classiques et immédiatement utilisables en coalition pour positionner la France comme meilleur allié des États-Unis, en concurrence avec le Royaume-Uni. Dans les deux cas, le fond de l'affaire consiste à rechercher, dans la politique de défense et les structures de force, les voies-et-moyens d'un positionnement idéal, d'un « créneau magique » permettant une valorisation maximale de la position française.

La défense comme « créneau magique » de valorisation diplomatique

Que l'on prétende à une autonomie véritable ou que l'on cherche à peser au sein de quelque alliance que ce soit, la quête du Graal stratégique est vouée à l'échec, dans la mesure où l'intelligence du positionnement et l'agencement des faire-valoir militaires importent beaucoup moins que l'effectivité des capacités et l'accomplissement de la mission *hic et nunc*. Outre le fait qu'il ne sert pas à grand-chose de disposer de moyens de commandement sophistiqués si l'on ne peut aligner en nombre suffisant les forces correspondantes, et que ces dernières ne « pèsent » jamais bien lourd en regard de la suprématie américaine – comme le démontre

7. É. Balladur, F. Léotard et M. Long, *Livre blanc sur la Défense*, Paris, La Documentation française, 1994.

l'impuissance politique britannique en 2003 malgré l'engagement de 45 000 hommes en Irak –, la recherche systématique de la valorisation diplomatique rabat la politique de défense sur un simple exercice « pol-mil » d'influence et substitue aux objectifs stratégiques d'une intervention donnée des considérations de chancellerie, étrangères à la réalité locale et qui ne manquent donc pas de diluer l'utilisation des forces jusqu'à rendre impossible l'élaboration d'une stratégie. Est-on en Afghanistan pour empêcher Al-Qaida d'y reconstituer un sanctuaire ou seulement pour témoigner notre solidarité au grand frère ?

Capacités effectives contre pratiques « échantillonnaires »

Dès lors qu'existent des risques avérés contre notre sécurité et que nous sommes engagés dans des opérations bien réelles, il faut définir un format d'armées cohérent, efficace et utilisable, ce qui suppose au préalable de réformer nos pratiques en matière d'investissement et d'acquisition de matériels.

Rechercher des capacités effectives équivaut à déterminer des seuils de suffisance quantitatifs et qualitatifs. De ce point de vue, il est urgent de mettre un terme aux pratiques de la guerre froide, où le système français entendait d'abord démontrer ses compétences technologiques et industrielles en produisant des équipements avancés mais à des niveaux « prototypaires », d'abord dans une compétition de long terme face à l'URSS, puis à des fins commerciales supposées faciliter en retour l'équipement des armées françaises. Programmes majeurs obérant les budgets de la fonction opérationnelle correspondante au point d'interdire la mise à niveau du reste du parc, négligence des « moyens de cohérence opérationnelle », volume insuffisant pour de trop nombreux systèmes : nous avons une armée « à trous », davantage conçue pour permettre au décideur politique de figurer en bonne place « autour de la table » que pour conduire en propre des actions sur tout le spectre des engagements.

Outre ces discontinuités opérationnelles, la politique des capacités-vitrines en externe et les commandes à l'échantillon en interne ont un coût financier d'autant plus important qu'elles nous mettent en concurrence avec les firmes américaines, alors que la taille de leur marché intérieur donne à ces dernières un avantage structurel irrattrapable. De ce point de vue, sans doute faut-il en finir avec la préservation, littéralement à tout prix, des capacités industrielles nationales sous prétexte d'indépendance à long terme et procéder, lorsque cela est possible, à des regroupements européens ou à des achats sur étagère. De même convient-il de raccourcir

les cycles de conception et d'acquisition en ne recherchant pas systématiquement les technologies les plus avancées ou les plates-formes multi-rôles – ce qui équivaut souvent à étaler dans le temps la charge financière comme la livraison des matériels, et compromet par là notre sécurité présente et notre solvabilité à venir.

Quels que soient les palliatifs envisageables, il est clair que la politique de défense de la France fait aujourd'hui face à une situation difficile, certes héritée des décisions et non-décisions des vingt dernières années, mais déterminée plus encore par la complexité du contexte géostratégique actuel et ses exigences contraires. Plusieurs couples de paramètres sont ainsi en tension, qui tous ont à voir avec le décalage des horizons temporels. L'adaptation aux réalités actuelles – guerres limitées nécessitant des forces classiques performantes – s'oppose ainsi à la préservation des « fondamentaux » comme le nucléaire, les défenses antimissiles ou l'utilisation militaire de l'espace. Autrement dit, l'impératif de disponibilité opérationnelle (*readiness*) des forces face à la multiplicité des crises se heurte à l'exigence de modernisation et de préparation de l'avenir par l'investissement dans de nouvelles générations de matériels – tension que nul ne manque de simplifier en une opposition entre effectifs et technologie, elle-même traduite par des querelles interarmées caricaturales entre l'armée de Terre, engagée dans les opérations de stabilisation, et la Marine et l'armée de l'Air qui se projettent dans un avenir conflictuel plus classique.

On pourrait encore évoquer la tentation de la spécialisation sur tel ou tel créneau contre la logique de la complétude, la projection de force contre la protection du territoire ou encore la réactivité immédiate des forces contre leur « profondeur » (capacité à monter en puissance dans le temps ou à conduire des opérations de longue haleine). S'ils indiquent la difficulté à mener aujourd'hui la politique de défense et la planification stratégique du pays, ces paramètres en tension doivent également être considérés comme autant de repères : selon qu'on privilégie tel ou tel terme de ces couples, on prend le pari de certaines hypothèses géostratégiques contre d'autres et on engage un format d'armée donné.

Déclinaisons capacitaires et opérationnelles

Par-delà les faux débats qui opposent parfois les forces classiques et le nucléaire – lequel n'absorbe plus qu'environ 9 % des crédits totaux de défense⁸ –, l'environnement géostratégique comme les échéances de notre propre programmation militaire nous imposent d'effectuer des choix et de

8. *Annuaire statistique de la défense 2006*, Paris, ministère de la Défense, 2006, p. 138.

fixer des orientations. Pour que ces dernières aient quelque chance d'être pérennes, et contrairement à une certaine *doxa* d'aujourd'hui, il paraît nécessaire de rejeter les solutions tranchées au profit d'un format composite, seul à même de résoudre « par le haut » les apories actuelles et par là d'assurer la sécurité du pays.

Les insuffisances des formats « purs »

En partant des couples de paramètres en tension relevés plus haut, on peut définir plusieurs modèles d'armées « purs », nettement orientés dans une direction et qui en ce sens entraînent des sacrifices et des priorités relativement claires. Si la liste ci-après n'est pas exhaustive, elle résume néanmoins les options les plus couramment discutées.

À tout seigneur tout honneur, figure en premier le *modèle britannique*, clairement focalisé sur les performances des forces classiques et leur interopérabilité avec l'allié américain. Capable de projection à longue distance grâce à une marine performante, d'offensives aéroterrestres de grand style, et détenant certaines des capacités les plus exclusives d'entrée en premier (missiles de croisière embarqués sur sous-marins), l'armée britannique est également réputée pour son savoir-faire en matière de stabilisation et de contre-insurrection et pour la qualité de ses forces spéciales. À tous égards, elle constitue la référence immédiate et, au vrai, l'étalon des forces françaises. Pour autant, le modèle britannique couvre très insuffisamment le champ stratégique – qu'il s'agisse du renseignement satellitaire ou des forces nucléaires – et il suppose un adossement aux capacités américaines, directement ou *via* l'OTAN. Si cette approche est cohérente avec la politique britannique – qui depuis Suez n'envisage plus d'utiliser la force sans bénéficier au moins du soutien tacite des États-Unis, et voit même dans l'efficacité de ses forces en complément des armées américaines l'assurance du maintien de la garantie de sécurité américaine en Europe – il est pour le moins douteux que les conditions politiques soient réunies en France qui permettraient au pays de prétendre ainsi à la place déjà occupée de « meilleur second couteau » – à supposer d'ailleurs que le prix payé par Londres dans l'aventure irakienne n'ait pas définitivement tranché la question.

À rebours de la fascination pour le modèle britannique figure ce que l'on pourrait appeler la tentation de « l'Aventin stratégique », autrement dit la volonté de spécialiser ou plus exactement de recentrer la France sur son créneau d'excellence traditionnel en Europe, à savoir les capacités stratégiques : forces nucléaires, satellites et moyens de commandement, accompagnés d'un volume assez faible de forces classiques, supposément au meilleur niveau. Ces dernières auraient pour vocation de permettre à

la France de « peser », tandis que les premières préserveraient la possibilité d'une Europe-puissance, jalons de capacités stratégiques à venir, et sauvegarderaient le potentiel industriel et technologique⁹. Outre qu'elle succombe au péché de vanité diplomatique décrit plus haut, cette voie repose sur un double pari : elle gage sa viabilité sur la réalisation, pour l'heure parfaitement hypothétique, d'une défense européenne unifiée et part du principe que ces capacités « stratégiques » sont appelées à le rester, autrement dit que les diverses crises actuelles et les tendances à l'asymétrie généralisée qu'elles exhibent demeurent des intérêts et des menaces secondaires au regard des préoccupations de sécurité traditionnelles et des symboles avérés de la puissance internationale. Parce qu'elle n'offre qu'une faible prise sur la conflictualité d'aujourd'hui, qui nécessite des forces relativement nombreuses et dans la durée, l'approche « stratégique » court à la fois le risque de l'inefficacité opérationnelle et du déclassement diplomatique.

**« Modèle britannique » ou
« Aventin stratégique » ?**

En sens inverse, toutefois, il serait tout aussi illusoire de réorienter massivement notre système de défense vers les seules opérations de stabilisation, c'est-à-dire dans le sens de forces aéroterrestres plus nombreuses, du renseignement de théâtre (drones) et de capacités de contre-insurrection. Ce que l'on pourrait appeler le *modèle post-moderne* laisserait en effet le pays vulnérable face à l'éventuelle renaissance brutale d'une menace classique de premier ordre ou aux dangers émanant de telle ou telle puissance régionale agressive. Face aux incertitudes d'un monde en proie à la prolifération de plus en plus rapide des technologies militaires de pointe, conventionnelles et non conventionnelles (missiles, sous-marins, drones, armes NRBC [nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques et explosives]), nous en serions réduits à espérer avoir le temps d'une remontée en puissance technologique imminente, nous en remettant aux États-Unis dans l'intervalle.

Au final, aucun des trois modèles « purs » brièvement esquissés ici ne paraît convenir, tant ils menacent de gager notre autonomie ou notre sécurité, en offrant à des adversaires des possibilités de contournement trop faciles. La quadrature du cercle passe dès lors par l'acceptation d'un modèle composite, c'est-à-dire imparfait et non cartésien, qui évite les impasses et déplace les termes du débat en proposant des sacrifices d'une autre nature.

9. Voir l'article de L. Gautier dans ce même numéro.

Le modèle composite : suffisance technologique, complétude capacitaire et profondeur stratégique

Il importe au préalable de refuser de s'engager dans le débat erroné et dangereux qui oppose sommairement capacités de coercition et de stabilisation, effectifs et technologie. Les sacrifices probablement indispensables doivent alors porter, en amont, sur le niveau technologique visé ou sur la politique implicite de préférence nationale dans les achats d'équipements, qui interdit de réaliser des économies d'échelle. Point n'est besoin de disposer des technologies les plus performantes dans tous les domaines ou de reproduire à l'identique les structures de force et les parcs existants – ce dernier point représente d'ailleurs l'une des intuitions les plus fécondes des partisans de la RMA, et l'avion *Gripen* démontre à un autre niveau le potentiel opérationnel et commercial de la suffisance technologique. En contrepartie, l'État doit garantir à nos industriels un seuil minimal et régulier de commandes, qui ne soit pas perpétuellement remis en cause par les aléas de la conjoncture économique. Favoriser les regroupements industriels et les commandes groupées au niveau européen, définir des seuils de suffisance technologique différenciés selon les matériels et les missions et, enfin, assurer la régularité des investissements doit permettre de préserver la base industrielle et technologique de défense (BITD) tout en répondant aux réalités opérationnelles actuelles.

Celles-ci sont nombreuses et particulièrement exigeantes. Eu égard aux tendances observées et aux adversaires rencontrés, il semble désormais

Il nous faut des forces cohérentes et fréquemment utilisables

illusoire de séparer coercition et maîtrise de la violence, entrée en force sur le théâtre puis maintien de la paix, et de dimensionner les forces ou de les spécialiser, à l'allemande, en proportion. Puisque les efforts de nos adversaires portent désormais sur la phase de stabilisation, et que par ailleurs le nombre de crises susceptibles d'impliquer la France ne va pas en diminuant, nous devons mettre sur pied des forces polyvalentes et réactives, autrement dit cohérentes et fréquemment utilisables. Cela implique de refuser les impasses capacitaires, et en particulier de cesser de sacrifier les « moyens de cohérence opérationnelle » comme le transport tactique. Plus largement, nous devons nous efforcer d'atteindre à la complétude et à la cohérence de nos forces, en comblant les lacunes et autres discontinuités capacitaires malheureusement trop fréquentes, qu'il s'agisse de la longue carence en matière de véhicules blindés d'infanterie – précisément quand prolifèrent partout explosifs de bord de route et systèmes antichars de plus en plus performants – ou de l'absence de capacités SEAD (*Suppression of Enemy Air Defenses*), pourtant un préalable obligé à toute action aérienne sérieuse.

Dans la même perspective, il est indispensable de préserver des volumes réels, ce qui n'implique pas d'entretenir terme à terme les effectifs ou les parcs actuels, mais de conserver la capacité à projeter, soutenir et remplacer une force terrestre de 30 000 hommes tout en gardant une réserve de 5 000 hommes immédiatement disponible, toutes deux adossées à des moyens de combat interarmées performants – ce qui correspond peu ou prou au « contrat opérationnel » actuel. En parallèle, il faut garantir la possibilité d'une remontée en puissance en augmentant les stocks de munitions et de pièces détachées, très faibles en France, et en organisant véritablement les réserves, aujourd'hui inexistantes et pourtant seules à même de conférer à nos armées la « profondeur » dont elles ont besoin pour répondre à une crise de première grandeur ou à un engagement important et durable – encore une des leçons de l'Irak.

Il faut enfin innover, en commençant par développer l'interarmées, qui désigne ici moins les états-majors du même nom que la faculté des trois armées à opérer de concert, ainsi que les capacités qui échappent aux logiques traditionnelles d'armées et sont pour cette raison négligées. L'Irak et l'Afghanistan ont en effet démontré tout le potentiel d'une véritable intégration air-sol reposant sur « l'éclairage » des cibles et les « boucles courtes » qu'autorise une véritable déconcentration au niveau tactique des procédures de coordination entre armées. Disponibles sous préavis bref, pour peu que l'on détienne les capteurs, munitions et systèmes de commandement adaptés, les feux de précision à distance permettent désormais de couvrir aussi bien une offensive terrestre classique (comme sur Bagdad en 2003) que les éléments dispersés d'une opération de stabilisation. Il nous appartient, de même, de relancer le spatial militaire ou d'oser des innovations comme le « camion à bombes¹⁰ », et de poursuivre les efforts consentis jusqu'à aujourd'hui en matière de drones ou d'équipement du fantassin.

La diversité et la gravité des menaces actuelles et prévisibles ne laissent pas d'autre choix que celui d'un dispositif de défense multidimensionnel, prenant en charge le présent et ses crises complexes mais nous préparant en parallèle aux aléas de l'avenir. L'ambition est de taille. Nonobstant les effets positifs de quelques réorientations ou sacrifices judicieux, il n'est pas certain que la santé économique du pays y suffise, du moins à budget constant.

10. Voir l'article de E. N. Luttwak dans ce même numéro.

Par-delà la rationalisation des dépenses, toujours bienvenue mais de portée nécessairement réduite, il importe de ne pas se mentir et d'admettre l'évidence, aussi désagréable qu'elle puisse paraître dans le contexte économique actuel : *nous devons probablement augmenter le budget de la défense d'environ 10 %*. Orienté tendanciellement à la baisse depuis vingt-cinq ans pour représenter hors pensions seulement 1,69 % du produit intérieur brut (PIB), celui-ci a sans doute atteint un véritable point d'étiage historique, qui nous contraint à un choix fondamental.

Nos armées sont aujourd'hui au milieu du gué : ou nous acceptons d'en rabattre et alignons nos ambitions et notre politique sur celles menées avec constance par des pays comme l'Allemagne et l'Italie, hypothéquant au passage les réformes, insuffisantes mais bien réelles, conduites depuis quinze ans, ou nous consentons aux efforts nécessaires qui donneront tout leur sens aux progrès déjà réalisés et surtout qui garantiront tout ensemble la sécurité, l'autonomie et l'influence de la France.



MOTS CLÉS

Défense
Livre blanc
Interventions extérieures
Modèle d'armée